

Convention collective départementale

IDCC : 2198. – **ENTREPRISES DE VENTE
PAR CATALOGUE
(NORD ET EST DE LA FRANCE)
(6 février 2001)**

(Bulletin officiel n° 2001-4 bis)

*(Etendue par arrêté du 10 février 2002,
Journal officiel du 23 avril 2002)*

**AVENANT N° 1 DU 9 NOVEMBRE 2004
MODIFIANT L'ARTICLE 14 « RÉUNIONS PARITAIRES »**

NOR : ASET0550104M

IDCC : 2198

Entre les parties signataires ci-après, il a été arrêté, convenu et accepté ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification de l'article 14

Les parties conviennent de modifier l'article 14 « Réunions paritaires » et de le rédiger comme suit :

La participation des salariés à une commission paritaire professionnelle est fixée à 5 personnes par organisation syndicale représentative au plan national.

Les membres de la commission devront informer leur employeur de leur désignation et le prévenir de chaque date de réunion dès réception de la convocation émanant du secrétariat de la commission.

Les absences liées à la participation des salariés à la commission sont considérées comme temps de travail effectif pour tous les droits des salariés, notamment pour le maintien des salaires payés à échéance normale.

Les frais de déplacements des salariés venant d'entreprises ou d'établissements situés hors de la métropole Nord sont remboursés selon les modalités suivantes :

- le temps passé dans les transports pour se rendre à ces réunions est pris en compte dans la limite d'un contingent de 20 heures par organisation syndicale et par réunion il est :
 - soit récupéré ;
 - soit indemnisé au taux réel de l'intéressé.

Après chaque réunion, les organisations syndicales indiquent, au secrétariat du syndicat national des entreprises de vente à distance, la répartition par salarié des heures qui sont à récupérer ou à indemniser.

Les frais de transport sont remboursés à raison :

- d'un billet de train aller-retour au tarif SNCF 2^e classe ;

ou

- d'un billet d'avion si l'aller-retour ne peut être effectué le même jour où se tient la réunion ;

Les frais de restauration et d'hébergement sont remboursés lorsque la durée du déplacement, aller-retour, dépasse 4 heures, à raison :

- d'un repas d'une valeur maximale de 6 fois le minimum garanti ;
- d'une nuit d'hôtel dans la limite de 18 fois le minimum garanti.

Ces frais de déplacements sont remboursés, dans le délai maximum d'un mois, après remise des justificatifs originaux (aucune photocopie n'étant acceptée).

Article 2

Caractère obligatoire

Il ne peut être dérogé au présent avenant, par accord de groupe, d'entreprise ou d'établissement, que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 3

Notification et validité de l'avenant

La partie la plus diligente des organisations signataires de l'avenant en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

La validité des présentes dispositions est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans les champs d'application de la convention collective. L'opposition est exprimée dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'avenant.

Article 4

Dépôt

Conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente auprès de la direction départementale du Nord, lieu de signature et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Lille.

Article 5

Demande d'extension

Les parties signataires conviennent de procéder à la demande d'extension du présent avenant.

Article 6

Date d'application

Les dispositions du présent avenant prendront effet à compter de la date de signature.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 9 novembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat des entreprises de vente par catalogue du nord et de l'est de la France ;

Syndicat national des entreprises de vente à distance.

Syndicats de salariés :

Fédération des employés et cadres Force ouvrière ;

Fédération nationale des syndicats du personnel d'encadrement des industries du textile, de l'habillement et connexes CFE-CGC ;

Fédération des services CFDT ;

Fédération CFTC commerce, services et forces de vente ;

Fédération cuirs, textile, habillement Force ouvrière.